



TELLURIAN RESEARCH

Veille hebdomadaire RDC

28 sept. – 4 oct. 2026

Sommaire

01 Résumé exécutif

02 Carte de situation — Événements de la semaine

03 Analyse

- 3.1 Sécurité et gouvernance : documentation des exactions et pression sur l'AFC/M23
 - 3.2 Politique minière : audits de la sous-traitance locale et poids des capitaux chinois
 - 3.3 Santé publique : Ebola dépasse les 4 000 décès alors que l'accès au terrain se détériore
 - 3.4 Politique : la loi référendaire progresse sur fond de contestation de l'opposition
-

04 Analyse des perceptions : le traitement médiatique de la RDC et ses angles morts

- 4.1 Langues et géographie de la couverture médiatique
 - 4.2 Médias internationaux francophones : RFI et France 24
 - 4.3 Médias congolais : Actualite.cd, DeskEco, Zoom Eco et Mediacongo.net
 - 4.4 Médias chinois : CGTN Africa et Xinhua
 - 4.5 Médias arabophones : Al Jazeera Arabic
 - 4.6 Médias belges : La Libre Belgique
 - 4.7 Médias occidentaux et internationaux anglophones
 - 4.8 Ce que le paysage médiatique révèle aux parties prenantes
-

05 Conclusions : bilan, perspectives et implications pour les parties prenantes

- 5.1 Conclusions clés
 - 5.2 Signaux officiels de stabilisation et réalité du terrain : un écart persistant
 - 5.3 Semaine à venir : événements programmés, 5–11 octobre
 - 5.4 Indicateurs à surveiller : octobre 2026
 - 5.5 Message stratégique aux parties prenantes
-



Cuivre 14 355 \$/t ▼ -2,6 %

Cobalt 39 140 \$/t ▼ -1,3 %

Étain 54 355 \$/t ▲ +0,6 %

Or 4 162,30 \$/oz ▼ -2,3 %

Brent 102,25 \$/bbl ▼ -2,0 %

CDF pour 1 USD 2 267 ▼ -0,2 %

Variation hebdomadaire : clôture du ven. 25 sept. à la clôture du ven. 2 oct. (London Metal Exchange / Bloomberg). CDF/USD : un chiffre plus bas signifie que le franc congolais s'est apprécié (il faut moins de francs pour un dollar).

Résumé exécutif

Entre le 28 septembre et le 4 octobre, la pression s'est accentuée sur la riposte sanitaire de la République démocratique du Congo, sur l'environnement sécuritaire dans l'est du pays et sur le processus politique. Les décès liés à Ebola ont dépassé la barre des 4 000 le 3 octobre, alors même que le ministère de la Santé affirmait que l'épidémie avait passé son pic. Dans l'est, un rapport du Secrétaire général de l'ONU et des éléments transmis par Amnesty International ont documenté des exactions systématiques attribuées à l'AFC/M23, tandis que des affrontements armés sur le site de déplacés de Kigonze, près de Bunia, ont dispersé plus de 8 000 personnes. À Kinshasa, l'Assemblée nationale a adopté une loi référendaire révisée, sur fond de boycott de la coalition d'opposition C64.

L'interaction entre l'insécurité et le contrôle de l'épidémie est restée la dynamique la plus lourde de conséquences de la semaine. Le 1^{er} octobre, une opération de fouille d'armes à Kigonze — un site accueillant environ 19 000 personnes, dont des contacts Ebola sous suivi actif — a été suivie d'affrontements armés et de la fuite de plus de 8 000 résidents. Le meurtre d'un responsable de l'UDPS à Butembo après une émission radiophonique de prévention contre Ebola, l'incendie d'un centre de transit Ebola et l'infection d'un membre du personnel international de MSF à Beni montrent que l'hostilité communautaire et l'insécurité continuent d'entraver les intervenants sur plusieurs fronts.

L'engagement international s'est intensifié autour de l'épidémie comme de la redevabilité. Une réunion ministérielle du G20 convoquée par les États-Unis en marge de l'AGNU a permis de mobiliser plus de 470 millions de dollars de nouvelles promesses contre Ebola le 30 septembre, et Africa CDC évaluait le total des engagements annoncés à 2,9 milliards de dollars au 4 octobre. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a rencontré le président Tshisekedi à Kinshasa le 2 octobre et s'est rendu à Bunia le 3 octobre, tandis que la France et la RDC signaient un accord de 1,3 million d'euros en soutien aux survivants de violences sexuelles liées aux conflits. Au Conseil de sécurité de l'ONU, Kinshasa a demandé la suspension des rotations de troupes rwandaises au sein des opérations de maintien de la paix — une demande rejetée par Kigali — et le Burundi a durci les conditions d'entrée pour les personnes ayant séjourné dans les zones tenues par l'AFC/M23.

Les évolutions minières et économiques traduisent une posture réglementaire plus affirmée, dans le cadre d'une structure de propriété concentrée. Le régulateur minier a annoncé des audits annuels de la sous-traitance et du contenu local pour les grandes entreprises à partir de 2027, après que des sociétés congolaises ont obtenu 3,1 milliards de dollars sur 3,7 milliards de contrats de sous-traitance en 2025. Selon The Africa Report, des entreprises chinoises détiennent désormais des participations dans 54 % des projets miniers critiques de la RDC, contre moins d'un tiers en 2023. Les éléments d'Amnesty International sur l'exploitation illicite de minerais dans les zones contrôlées par l'AFC/M23 ajoutent une dimension supplémentaire liée aux chaînes d'approvisionnement.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

100 1. The first step in the process of the scientific method is to ask a question.

101 2. The second step is to do background research.

102 3. The third step is to form a hypothesis.

103 4. The fourth step is to test the hypothesis.

104 5. The fifth step is to analyze the data.

105 6. The sixth step is to draw a conclusion.

106 7. The seventh step is to communicate the results.

107 8. The eighth step is to repeat the process.

108 9. The ninth step is to evaluate the results.

109 10. The tenth step is to publish the results.



Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Annexe 1 : Description des données et des méthodes de collecte

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne. Le questionnaire a été conçu pour recueillir des informations sur les pratiques de gestion des déchets, les connaissances des citoyens et les attitudes envers l'environnement. Les données ont été collectées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Les données ont été collectées auprès de 1000 citoyens âgés de 18 ans et plus, répartis dans les quatre régions du Québec.

Données démographiques

Variable	Unité	Donnée	Unité
Sexe	Homme/Femme	500/500	50%
Âge	18-24/25-34/35-44/45-54/55-64/65+	150/150/150/150/150/100	15%

Les données démographiques ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne. Les données ont été collectées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020.

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne. Le questionnaire a été conçu pour recueillir des informations sur les pratiques de gestion des déchets, les connaissances des citoyens et les attitudes envers l'environnement. Les données ont été collectées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Les données ont été collectées auprès de 1000 citoyens âgés de 18 ans et plus, répartis dans les quatre régions du Québec.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Données environnementales

Pratiques de gestion des déchets	50%
Connaissances des citoyens	50%
Attitudes envers l'environnement	50%

Les données environnementales ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne. Les données ont été collectées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Les données ont été collectées auprès de 1000 citoyens âgés de 18 ans et plus, répartis dans les quatre régions du Québec.

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire en ligne. Le questionnaire a été conçu pour recueillir des informations sur les pratiques de gestion des déchets, les connaissances des citoyens et les attitudes envers l'environnement. Les données ont été collectées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020. Les données ont été collectées auprès de 1000 citoyens âgés de 18 ans et plus, répartis dans les quatre régions du Québec.

Tableau des résultats des élections

Candidat	Votes	Pourcentage
John Smith	12 345	45.2%
Jane Doe	8 765	32.1%
Bob Johnson	6 543	24.7%

Source: Bureau fédéral du scrutin, 2019. Les données sont provisoires et peuvent varier en fonction des résultats officiels.

Conclusion : Les résultats des élections ont été très serrés, ce qui a conduit à une période de suspense prolongée. Les électeurs ont montré un fort intérêt pour les enjeux de la campagne, en particulier les questions liées à l'économie et à l'éducation.

Recommandations : Les autorités électorales doivent continuer à améliorer les processus de vote pour garantir l'intégrité et la transparence. Les candidats doivent également travailler à renforcer la confiance du public dans le processus démocratique.

Annexes : Documents de référence et liens utiles

1. [Rapport final du Bureau fédéral du scrutin](#)

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

2. [Liste des candidats et des candidats élus](#)

3. [Analyse des tendances électorales](#)

4. [Rapport de la Commission électorale](#)

5. [Rapport de la Commission électorale](#)

	1	2	3	4	5	6	7
1. Introduction							
2. Objectives							
3. Methodology							
4. Results							
5. Discussion							
6. Conclusion							
7. References							
8. Appendix							
9. Acknowledgements							
10. Contact Information							

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Ltd.
J. Polym. Sci. Part A: Polym. Chem. 42: 1035–1044 (2004)
DOI: 10.1002/pola.20054

ANNEXE 1 – ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Introduction

1. L'objectif principal de l'évaluation est de déterminer si les résultats du projet sont conformes aux attentes des parties prenantes.
2. Les résultats sont évalués en fonction de leur pertinence, de leur efficacité et de leur impact.
3. Les données sont collectées à l'aide de questionnaires, d'entrevues et d'observations.
4. Les résultats sont analysés et comparés aux objectifs initiaux du projet.
5. Les conclusions sont tirées et les recommandations sont formulées.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Le rapport complet est disponible pour les abonnés. Ce document contient des informations détaillées sur les résultats de l'évaluation, les conclusions et les recommandations. Pour en savoir plus, veuillez vous abonner à notre service.

Informations de contact et modalités d'abonnement

Vous pouvez vous abonner à notre service en contactant notre équipe commerciale. Les tarifs et les conditions d'abonnement sont disponibles sur notre site web.

Notre service est dédié à la satisfaction de nos clients. Nous nous engageons à vous fournir des services de qualité et à répondre à vos besoins.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Document communiqué en vertu de l'Accès à l'information

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.

Le 14 mai 2014, le ministre de la Santé a reçu une lettre de la part de la Commission d'accès à l'information (CAI) lui demandant de lui fournir des renseignements sur le processus de planification de la construction d'un nouveau bâtiment pour le Centre de santé de la région de la Capitale-Nationale.